

Proposition d'ouvrage collectif

Appel à contributions de chapitres pour les chercheurs en sciences sociales et humaines

(Re)Penser le pouvoir perpétuel. Les trajectoires comparées.

Argumentaire.

L'actualité politique reste informée au quotidien par des pratiques de perpétuation du pouvoir politique à tous les niveaux de la société, de bas en haut de la sphère politique nationale. Les rationalisations post-modernes postulant le caractère inacceptable du déficit de transition et d'alternance dans certains ordres politiques n'ont pas réussi à saper les velléités de conservation du pouvoir en permanente résilience. Le « péché mignon » de certains travaux de spécialistes de la transition politique, a toujours été celui de l'illusion de l'universalisme, fondée sur le postulat de l'existence des propriétés communes et universelles de la démocratie, censées informer à l'identique les différents schémas du passage à la démocratie (O'Donnell, Schmitter et Whitehead, 1984). De sorte que, cherchant à tirer des généralisations et des leçons à partir de l'observation des démocratisations passées (afin de formuler pour les transitions futures des recommandations institutionnelles et constitutionnelles), les travaux des transitologues brillent souvent par leur caractère prescriptif excessif. Cette forte théorisation sous fonds d'idéalisation et de naturalisation de la démocratie représentative telle que nous la connaissons à l'heure actuelle, fait sombrer la transitologie, qui au passage, minore pourtant le fait que le modèle démocratique est le produit de configurations historiques spécifiques et que celles-ci sont également soumises à des transformations locales. C'est dire que la démocratie représentative ne fait point sens sans un questionnement critique des lieux d'opérations et des ingénieries politico-sociales singulières (Bunce, 1995, Bunce, 2000). L'analyse des configurations informe significativement la réflexion

sur la démocratie représentative, tant le passage à la démocratie que sa phase de consolidation. En cela, elle problématise ce que les communautés épistémiques ont pris pour acquis. Au rang de ces acquis, disons-le, de ces fétiches érigés en minima incompressibles de la théorie de la démocratie représentative, se trouve la question de la transition politique, véritable cheval-de-Troie de la pensée politique sur lequel les politistes ne s'accordent point.

Dans l'esprit des travaux des consolidologues et des transitologues, la démocratie représentative s'objective, se revivifie et se revitalise par ce critérium de la transition politique. Elle devient un indispensable, une nécessité de celle-ci. L'analyse des configurations, parce que proche du relativisme culturel, ne saurait souscrire impunément à cette « politologie du lieu commun » et du « tout azimut ». De sorte que la transition politique devient une possibilité, un choix, une option de la démocratie représentative ; puisque c'est dans une configuration particulière que le peuple s'accorde cette liberté. De ce point de vue, le pouvoir de longue durée, la dérogation occasionnelle et optionnelle à la transition politique, bref ce que cette réflexion qualifie par emprunt à Mathias-Eric Owona Nguini, de « pouvoir perpétuel » (Mathias-Eric Owona Nguini, 2004), ne sauraient être érigés en tabou de la science politique contemporaine. Le pouvoir perpétuel mérite d'être considéré pour ce qu'il est, comme un « phénomène social total » dont la compréhension entend être exorcisée de la tyrannie du passionnel, de la conscience militante et de l'épistémologie du tabou et du lieu commun. L'analyse du pouvoir perpétuel en tant que pouvoir de longue durée ne relève point d'un autre monde indésirable, de l'exception et du marginal non séquent, toujours tourné en dérision. Cet ouvrage a le mérite de sortir l'analyse du pouvoir perpétuel de l'univers de la diatribe qui en fait une hérésie, une subversion historique et civilisationnelle, pour en faire un objet d'étude banal en science politique, soucieuse au fonds de comprendre plutôt que de condamner. Il s'inspire de cette assertion du président Paul Biya, devant son homologue français François Hollande lors d'une visite officielle à Yaoundé ; lui qui déclarait « *ne dure pas au pouvoir qui veut, mais qui peut* ». La critique systématique

de nombreux analystes autour de ce propos n'a pas su s'arrêter pour questionner le sens et la portée heuristique de cette déclaration. Pourtant, de cette assertion naît du point de vue de l'analyse objective un questionnement plus qu'original : Comment fait-on pour durer au pouvoir ? Du moins, qu'est-ce qui explique le « pouvoir-durer-au-pouvoir » ? Comment donc comprendre dans la démocratie allemande, l'absence de transition par la durée au pouvoir d'Angela Merkel depuis près de deux décennies ? Comment se maintiennent les derniers totalitarismes en Chine, en Corée du Sud, en Russie ? D'où vient-il que des régimes en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est se soient perpétués, souvent assez longtemps dans la longue durée ?

Cette réflexion sur le pouvoir perpétuel se veut être d'emblée indissociable, suivant la pensée de Claude Lefort sur le totalitarisme, d'une interrogation sur l'essence de la démocratie (Lefort, 1994). Aussi l'intérêt que cet ouvrage a aujourd'hui réside-t-il moins dans sa critique des phénomènes autoritaires, autocratiques, totalitaires que dans la conceptualisation politique qu'il opère, et à partir de laquelle se trouvent réinterrogés les principes des sociétés démocratiques modernes. L'hypothèse directrice de son analyse est que le pouvoir perpétuel ne se laisse concevoir qu'en regard de la démocratie et sur le fond de ses ambiguïtés », et dans la mesure où ces « ambiguïtés » sont irréductibles et constitutives, la possibilité demeure toujours ouverte d'un dérèglement de la logique démocratique. C'est précisément parce que le pouvoir perpétuel « surgit » de la démocratie, qu'il n'opère pas seulement une inversion, un renversement radical, mais qu'il s'empare en même temps de certains de ses traits et leur apporte un prolongement fantastique, comme cela est visible dans la dynamique d'uniformisation de la société dans les régimes néo-totalitaires contemporains. Penser le pouvoir perpétuel à partir d'une réflexion sur les représentations qui composent sa matrice idéologique et empirique, consiste à initier un travail qui nous rendra attentif aux recettes sociales que peut contenir une certaine vision du pouvoir dans un contexte souvent marqué par le respect de quelques considérations démocratiques (élections, libertés publiques, etc.). Par-delà

l'affirmation d'un pouvoir perpétuel, s'exprime souvent le modèle d'une société qui s'instituerait autour des divisions, exact parallélisme d'avec les sociétés démocratiques. C'est dire que pouvoir perpétuel et démocratie ne sont toujours pas opposables. La démocratie est le régime et la forme de société qui participe de la contradiction, de la volonté populaire majoritaire, des libertés publiques et il revient à l'analyse du pouvoir perpétuel de montrer que ce n'est ni cette contradiction, ni cette loi de la majorité et ce respect des libertés qui la met en péril, que la volonté d'imposition d'une conception prescriptive et déterministe ; dans le sens où les leçons ou recettes héritées des observations passées sont souvent propagées de manière mécanique, sous la forme de théorèmes institutionnels pour arriver à des conclusions qui sont présentées comme des acquis scientifiques.

Cet ouvrage prend sur lui de revenir sur le fondement même de la science politique en ce qu'elle interroge les logiques de pouvoir, les transactions, les confits et les concurrences loyales et déloyales autour de la conservation du pouvoir dans les ordres politiques informés par les logiques de pouvoir de longue durée. De sorte que les questionnements de « l'ancien » et du « nouveau » pouvoir perpétuel se recourent afin de saisir les héritages historiques, les constances et les ruptures entre les anciens régimes et les nouveaux. Sur le fond, penser le pouvoir perpétuel, signifie questionner la persistance souvent légitimée ou non, des logiques monarchiques, autocratiques, autoritaires, néo patrimoniaux, dans les États démocratiques et en voie de démocratisation. Vaste programme pour un vieux sujet dira-t-on, mais que cet ouvrage propose de faire voir sous un nouveau jour en optant pour une économie morale du pouvoir perpétuel dans laquelle il sera question d'approcher le sujet sous différents angles, politique, économique, et socio-anthropologique. Les contributions devront insister sur les nouvelles formes du pouvoir perpétuel, ses transformations et ses adaptations, ses expressions quotidiennes dans les États concernés (tant au niveau des institutions publiques qu'au niveau des rapports avec les gouvernés). Il serait aussi intéressant d'interroger les représentations sociales du pouvoir perpétuel ; c'est-à-dire les imaginaires autour

du pouvoir perpétuel et les logiques concurrentes. Ces imaginaires sont importants puisqu'ils informent sur la perception qu'ont les gouvernés du politique ; et ce faisant renseignent sur les comportements politiques dans les Etats concernés (adhésion ou rejet). Etc.

Les communications attendues sont censées s'inscrire dans la problématique générale de cette réflexion ; à savoir les raisons et mobiles du pouvoir perpétuel, les acteurs-clés de sa résilience, les ressorts économiques, politiques, socio-anthropologiques, les soutiens internationaux, et la mobilisation populaire opportune ou « sincère » en sa faveur. On le voit donc, les communications seront attendues sur les axes de recherche suivants : les figures du pouvoir perpétuel, dans le sens de la réflexion sur la possibilité ou non d'existence d'un capital ou d'une équation personnelle du leader ; les acteurs de soutien (l'armée, les logiques et sociétés de court, les relais locaux...), les recettes juridiques, législatives et constitutionnelles ; les mouvements sociaux de contestation ou de soutien à travers la légitimation ou la délégitimation par la participation populaire et l'action sociale collective ; les ressorts et les ressources (politique, économique, culturelles) internes internationaux de la construction des coalitions entre « amis/ennemis nationaux » et « amis/ennemis internationaux » en faveur ou contre la cause de la perpétuation du pouvoir.

Les contributions ou chapitres doivent s'appuyer sur des données empiriques rigoureuses (enquêtes ethnographiques) et les analyses doivent être innovantes et devront répondre à un ou plusieurs de ces aspects. Cet appel est ouvert aux chercheurs, enseignants d'universités dans les sciences humaines (philosophie politique, psychologie politique) et sociales (Science politique, Economie, Histoire, Droit, Sociologie, Anthropologie, Sciences de la communication) et aux professionnels de la politique qui pourront sur la base de leur expérience, conduire une réflexion dans le cadre des orientations méthodologiques de cet ouvrage.

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

1- Envoi électronique

Les propositions de chapitres sont à envoyer en version électronique au plus tard le **Vendredi 31 Aout 2018 à minuit, heure GMT**, à l'adresse suivante : arnaudyombo@yahoo.fr. A noter que les chapitres proposés se doivent de se démarquer par leur originalité, ne doivent pas être publiés auparavant ou en cours de publication. Les chapitres doivent être tous en français et doivent être accompagnés d'un résumé de 500 mots maximum en français uniquement, en raison de ce que l'éditeur est francophone.

2- Nombre de signes maximum

Les chapitres ne doivent pas excéder 60 000 signes (notes de bas de page et espace compris). Toutes les références bibliographiques sont renvoyées à la fin du chapitre.

3- Présentation

Tout chapitre soumis doit être envoyé sous le format Word, interligne 1,15, texte justifié, police Times New Roman, taille de police 12, marge 2,5cm

- Les chapitres doivent être compris entre 15 et 20 pages
- Les chapitres sont accompagnés d'une biographie succincte de l'auteur, incluant sa qualité (grade, situation académique), son adresse e-mail et de 4 à 6 mots clés
- Les citations dans le corps du texte doivent être transcrites entre guillemets avec le même type et la même taille de la lettre du texte
- Mettez le titre et les sous-titres en gras.
- Vos nom et prénom suivent le titre du chapitre
- Le corps du texte doit être sans tabulation
- Ecrire « les années 1980 » (et non « les années 80 » ou « les années quatre-vingt »).
- Les citations sont toujours entre guillemets à l'anglaise "...” et aucun renvoi en note de bas de page n'est accepté : la méthodologie est anglo-saxonne (style Harvard) et les références sont agencées entre parenthèses avec seulement le nom de l'auteur, la date de publication et la page de l'article ou de l'ouvrage ; ainsi qu'il suit : (Mandjem, 2013, p.13).

- Tous les mots d'une langue autre que le français sont mis en italiques (exemple, *ebuzu*, *international conflicts*).
- Toute modification d'une citation (suppression, adjonction, remplacement de mots ou de lettres, etc.) par l'auteur du texte est signalée par des crochets droits [...].

4- Présentation des références bibliographiques à la fin du texte

- Les références bibliographiques sont citées comme suit :

a) Pour les articles des revues : Nom (intégral) et Prénom (initiale) de l'auteur, titre de l'article entre guillemets doubles, titre de la revue en italique, numéro du volume, numéro du fascicule, année de la publication, page initiale et finale de l'article ou page(s) exacte(s) de la citation.

Exemple: Mandjem Y. P., «Les Gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ? », *CODESRIA/Revue africaine des relations internationales*, vol 12, 2009, n° 1 et 2, pp 81-182.

b) Pour les livres : Nom (intégral) et prénom (initial) de l'auteur, titre du livre en italique, lieu de publication, maison d'édition, année de publication, page(s) exacte(s) de la citation.

Exemple : Sindjoun L., *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Khartala, 2002, p.9.

c) Pour les ouvrages collectifs : Nom (intégral) et prénom (initial) de l'auteur, titre de l'article entre guillemets doubles, mention « in » en italique, nom du directeur de l'ouvrage, nom de l'ouvrage en italique, lieu d'édition, maison d'édition, année d'édition, pages initiale et finale de l'article ou page(s) exacte(s) de la citation.

Exemple : NTUDA EBODE J. V., « La nouvelle posture géopolitique du Cameroun et la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée », in NTUDA EBODE J.V. (dir.), *Terrorisme et Piraterie : de nouveaux défis sécuritaires en Afrique Centrale*, Yaoundé-Cameroun, Presses Universitaires d'Afrique, 2010, pp. 43-92.

5- Plagiat

Dans la mesure du possible, nous analyserons les articles réceptionnés avec un logiciel anti-plagiat. Pour éviter un rejet de publication, il faudra préciser toutes les sources documentaires et d'Internet.

6- Calendrier

31 Aout 2018 : date limite d'envoi des propositions de chapitres

20 Septembre 2018 : Notification d'acceptation et de rejet des articles réceptionnés et mise en forme de l'ouvrage par les membres de l'équipe de rédaction.

30 Février 2018 : envoi des versions finales des chapitres retenus par les auteurs.

Bibliographie sélective

Anareas SCHEDLER et Javier SANTISO, « Democracy and Time : An Invitation », *International political science review* Vol.19, n°1, pp 5-18.

André CABANIS et Michel Louis MARTIN, *Les constitutions d'Afrique Francophone*, Paris : KARTHALA, 1999.

Arnold HUGUES et Koy May, "The Politics of Succession in Black Africa", *Third World Quarterly*, Janvier 1988 pp 1-22.

Claude LEFORT, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard., 1994, p. 41.

Gillermo O'Donnell, Philip Schmitter et L. Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy*, London, John Hopkins University Press, 1984

Henry BIENEN et Nicolas VAN DE WALLE, "Time and Power in Africa", *American political science review*, Vol 85 n°01, 1985 (18-34).

Javier SANTISO, "A la recherche des temporalités de la démocratisation" (Lectures critiques), *Revue Française de Science Politique*, n°6, Décembre 1994, pp 1079-1085.

Javier SANTISO, "Les horloges et les nuages : temps et contretemps des démocratisations", *HERMES* n°19, 1996, pp 165-182.

Javier SANTISO, « Théorie des choix rationnels et temporalités des transitions démocratiques », *L'année sociologique*, 1997, 47 n°2 125-148.

Jean Pascal DALOZ et Patrice QUANTIN (Dir). *Transitions démocratiques africaines*, Paris : Karthala, 1997, p 189.

Jean CHESNEAUX, *Habiter le temps : passé, présent, futur. Esquisse d'un dialogue politique*, Paris : BAYARO, 1996.

Jean François BAYART, « La problématique de la démocratie en Afrique Noire : La Baule et puis après ? », *Politique Africaine*, n°93, Octobre 1991, pp 5-20.

Juan LINZ et Alfred STEPAN, « Political Crafting of Democratic Consolidation or Destruction S.E uropean and South American Comparisons » in Robert PASTOR (ED.). *Democracy in the Americas. Stopping the pendulum*, New-York, Holmes and Meier Publishers, 1989, p 43 et suiv.

Juan J.LINZ, « Democracy's Time Constraints », *International Political Science Review*, Vol 19, n°1, 1998, pp 19-37.

Lanciné SYLLA, « Succession of the charismatic leader : The Gordian Knot of African Politics », *DAEDALUS*, Spring, 1982, pp 11-28.

Luc SINDJOUN, « Dynamiques de civilisation de l'Etat et de production du politique baroque en Afrique Noire », *VERFASSUNG UND RECHT*, n°2, 1994, pp 191-230.

Luc SINDJOUN , « Le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique : entre tradition de monopole politique, Etat parlementaire et Etat-seigneurial » in Luc SINDJOUN, *La révolution passive au Cameroun*, 1999 : 269-325.

Manon COUMBA DIOP et Mamadou DIOUF, « Introduction ». *Les figures du politique en Afrique*, 1999, pp 7-26.

Mathias Eric OWONA NGUINI, « Le gouvernement perpétuel en Afrique centrale: le temps politique présidentieliste entre autoritarisme et parlementarisme dans la CEMAC », *Enjeux*, n°19 Avril - Juin 2004, pp.12-19.

Mathias-Eric OWONA NGUINI, « modifier la loi ne garantit pas le pouvoir à vie », (Entretien avec Aimé Robert BIHINA), *Mutations*, n°577 du 18-12-2001 : 10.

Monique CHEMILLIER-GENDREAU, « Pour une approche politique du temps. En lisant Jean CHESNEAUX », *Revue Française de Science Politique*, Décembre 1997 (pp 823-828).

Noman-COUMBA DIOP et Mamadou DIOUF (Direction). *Les figures du politique en Afrique : des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Paris : CODESRIA-KARTHALA, 1999, p 437-461.

Norbert ELIAS, *Du Temps*, Paris : FAYARD, 1996.

Philippe C. SCHMITTER et Javier Santiso, « The temporal dimensions to the consolidation of democracy », *International Political Science Review*, n°19, 1998, pp 69-92.

Richard JOSEPH, « le renouvellement politique en Afrique subsaharienne : un défi pour les années 1990 », *Afrique*, n°3, Novembre 1990 , pp 45-53.

Thierry AMOUGOU, « Cameroun, ne dure pas au pouvoir qui veut mais qui peut : la lecture du CRESPOL », <http://www.camer.be/43587/30:27/cameroun-ne-dure-pas-au-pouvoir-qui-veut-mais-qui-peut-la-lecture-du-crespol-cameroon.html>, 2015.

Valérie BUNCE, “ Should Transitologists be grounded ?”, in *Slavic Review*, vol. 54, n°1, 1995, p.116

Valérie BUNCE, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue française de science politique*, 50^e année, n°4-5, 2000. pp. 633-656.